

**Portugal**

Les élections législatives  
du 2 décembre

LE PRÉSIDENT EANES RÉAFFIRME  
SON « INDÉPENDANCE  
POLITIQUE »

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Vingt-quatre heures après avoir dissous le Parlement portugais, le président de la République a expliqué, mercredi 12 septembre, sa décision dans un discours télévisé. Les interventions publiques du général Eanes, qui sont très rares, retiennent toujours l'attention.

Le président a essayé de répondre aux attaques de tous ceux qui « interprètent la dissolution de la Chambre comme étant une critique de la composante parlementaire du système politique portugais ». Selon lui, les élections du 2 décembre pourront aboutir à une nouvelle répartition politique de l'Assemblée, ce qui « favoriserait la recherche d'une solution gouvernementale stable ».

Et si les élections ne changeaient rien ? Dans ce cas, les partis seraient tenus d'en tirer les conséquences. Pour le président, la consultation pourrait aussi amener les principales formations à abandonner un certain nombre de positions qui, dans le passé récent, auraient, en quelque sorte, entravé leur action. Le général faisait ainsi indirectement référence à la stratégie du P.S., définie au cours de son congrès, de refuser toute sorte d'alliance aussi bien à gauche qu'à droite avant de nouvelles élections.

Rappelant les principes d'« indépendance politique » qu'il a énoncés lors de sa candidature à la présidence en 1976, le général s'est reconnu « également responsable » devant « tous les partis qui acceptent la légalité démocratique ». Il a réfuté ainsi la thèse, soutenue en particulier par les milieux conservateurs, selon laquelle le chef de l'Etat devrait chercher à constituer une « majorité présidentielle » formée par les trois partis qui ont appuyé sa candidature : le parti socialiste, le parti social-démocrate et le Centre démocratique et social.

Il a enfin essayé de rassurer tous ceux qui voient dans son attitude un risque de « présidentialisme » ou de « militarisation de la politique » : « Que les fausses menaces ne cachent pas les menaces réelles, c'est-à-dire la crise économique et l'instabilité politique », a-t-il déclaré. — J.R.